

Depuis le 19 janvier dernier, à travers les manifestations, grèves, pétition en ligne, la population ne cesse de démontrer sa très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites.

Les sondages démontrent une hausse continue de ce rejet massif avec plus de 7 français sur 10 et 9 travailleurs et travailleuses sur 10 opposés au projet de réforme.

Durant les débats parlementaires, nous allons poursuivre la mobilisation et l'amplifier lors d'une journée nationale d'actions interprofessionnelles, ce jeudi 16 février.

Ainsi, les responsables nationaux syndicaux manifesteront à ALBI pour appuyer l'ancrage fort de ce mouvement dans les petites villes comme dans les plus grandes.

Ce jeudi 16 février, nous appelons à se rassembler :

12h15 - RODEZ - Place de la Cité/Préfecture 14h30- MILLAU – Sous-Préfecture 9h30- VILLEFRANCHE DE RGUE – Place Fontanges 16h30- DECAZEVILLE – Jardin public 12h- SAINT-AFFRIQUE – Kiosque Jardin Public

Les parlementaires doivent entendre notre mécontentement et rejeter massivement ce texte. Aussi, les secrétaires généraux et présidents leur écriront individuellement pour réaffirmer notre opposition et celle de la population. Dans le même esprit, les structures syndicales locales feront une démarche identique dans leurs départements.

Enfin, si malgré tout le gouvernement et les parlementaires restaient sourds l'intersyndicale appellerait les citoyens à durcir le mouvement en mettant la France à l'arrêt le <u>mardi 7 mars</u> prochain.

Et le lendemain, <u>mercredi 8 mars</u>, lors de la journée internationale de luttes pour les droits des femmes, l'intersyndicale mettra en évidence l'injustice sociale majeure de cette réforme envers les femmes.

NOUS APPELONS LE GOUVERNEMENT A RETIRER SON PROJET DE LOI ET LES PARLEMENTAIRES A PRENDRE LEURS RESPONSABILITES FACE AU REJET MASSIF DE LA POPULATION DE CE PROJET INJUSTE ET BRUTAL.